

COMBAT OUVRIER

Organisation communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire !
Travailleurs, chômeurs, refusons de payer cette crise ! Exigeons de
travailler moins pour travailler tous et sans diminution de salaires !
Exigeons des embauches massives !**

De jour en jour, le capitalisme s'enlise dans la crise. Le Covid-19 n'a fait qu'aggraver et accélérer cette crise. Et comme dans toute crise, le gros patronat et l'État à son service cherchent à faire payer les travailleurs et les plus pauvres.

Travailleurs, chômeurs, regroupons-nous pour défendre nos intérêts ! Construisons un parti ouvrier communiste révolutionnaire indépendant des riches et des notables !

Il est urgent et même vital que les travailleurs et les classes populaires construisent une force politique, un parti ouvrier communiste révolutionnaire, pour défendre leurs propres intérêts face aux attaques du gros patronat et du gouvernement à son service.

Combat ouvrier appelle tous les travailleurs, les exploités, tous ceux qui refusent ce monde barbare à nous rejoindre pour construire ce parti.

Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs sont dégoûtés par la politique. Nous les comprenons car ceux qui nous dirigent défendent les intérêts des riches et des notables et pas ceux des travailleurs et des pauvres. Mais justement, si nous laissons la scène politique à ces gens-là nous leur laissons les mains libres pour continuer à mener leur politique anti-ouvrière, de casse des services publics et d'appauvrissement général de la population au profit des plus riches.

Alors prenons en main notre avenir. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Récemment, des salariés se sont mobilisés pour contrer les attaques de leur patron. Les agents d'Antilles Sûreté Guadeloupe (ASG), qui contrôlent les passagers et leurs bagages à l'aéroport, ont fait 54 jours de grève contre les vols sur leur salaire. Les salariés de Nicollin, société de ramassage de déchets, se sont mis en grève du 16 au 23 octobre et ont obtenu des augmentations de salaire, le versement de primes qui leur étaient dues et la régularisation de plusieurs contrats de travail. Au Crédit Agricole de Guadeloupe, la direction a tenté de supprimer des jours de congés. En protestation,

les salariés se sont mis en grève le 3 novembre et ils ont fait reculer la direction. À la mairie de Sainte-Rose, les agents ont fait grève pendant plus d'une semaine car leur paie avait du retard. Les salariés de l'Établissement français du sang (EFS) étaient eux aussi en grève pour des augmentations de salaires, l'embauche de personnels supplémentaires et le maintien de leurs activités en Guadeloupe. Les ouvriers de la sablière de Gourbeyre se sont mis en grève pour réclamer de meilleures conditions de travail et contre un patron qui ne respecte pas la loi. Certes, ces luttes sont isolées, pour le moment, mais les travailleurs qui se battent montrent l'exemple.

Oui à l'autonomie ou à l'indépendance des travailleurs et des classes pauvres, non à l'autonomie ou à l'indépendance des notables et des possédants !

À Combat ouvrier, nous militons pour que les intérêts sociaux et politiques des travailleurs et des classes pauvres soient toujours mis en avant, en priorité. Et cela quelles que soient les circonstances politiques. C'est la ligne de démarcation principale entre les nationalistes pour qui la défense de la nation est prioritaire, et les communistes révolutionnaires que nous sommes. Notre drapeau est le drapeau rouge des prolétaires du monde entier et des *nèg mawon* qui se sont soulevés contre l'esclavage.

Défendre les intérêts de « la Guadeloupe » sans distinction entre riches et pauvres, entre travailleurs et capitalistes revient à soutenir la classe dominante, celle des riches et des capitalistes. Ne pas placer les travailleurs et les pauvres en tête de toutes les luttes populaires revient à les mettre à la remorque des possédants et de leurs serviteurs politiques, les notables.

Si demain, la lutte pour l'indépendance devait être défendue par les travailleurs et les classes populaires ils devraient la mener en leur nom propre, avec leur propre parti de classe, leur propre drapeau. Quel que

soit le futur statut de la Guadeloupe, les travailleurs et les classes populaires doivent être présents et s'imposer sur la scène politique dès maintenant sinon ce futur statut se fera contre eux comme le statut actuel.

Ceux qui nous dirigent exigent des sacrifices de la part des travailleurs et de la population pendant qu'ils arrosent les plus riches d'argent public.

La casse des services publics...

Alors que le nombre de morts du Covid augmente régulièrement, le gouvernement a décidé de retirer 900 millions d'euros aux hôpitaux en 2021 ! Ceux qui nous dirigent sont criminels !

Ce gouvernement continue à saigner les hôpitaux comme ses prédécesseurs l'avaient fait. En dix ans, 12 milliards d'euros ont été retirés aux hôpitaux. En 20 ans, 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés, 3 400 rien qu'en 2019 ! De nombreux postes ont été supprimés et des hôpitaux entiers ont même été fermés. En Guadeloupe et en Martinique entre 2015 et 2017, un lit sur six a été supprimé.

Au CHU de Pointe-à-Pitre et dans les autres établissements de santé de Guadeloupe, la situation est encore plus grave qu'en France. Cela fait des années que le personnel dénonce la vétusté des locaux et le manque de moyens humains et matériels.

Aujourd'hui, les conséquences sont là : des soignants eux-mêmes contaminés au Covid doivent venir travailler, d'autres épuisés sont privés de congés. Des opérations sont déprogrammées. Des soignants risquent de devoir choisir qui soigner, qui sauver, parce que tout le monde ne peut pas être pris en charge. C'est la barbarie !

... et des milliards pour les grands capitalistes

Soi-disant, il n'y a pas d'argent pour le service public de la santé. Et les milliards d'euros qui sont distribués chaque année aux grosses entreprises sans contrepartie ?

Au total, entre 2013 et 2019, plus de 100 milliards de baisses d'impôts ont été offerts aux gros capitalistes parce que François Hollande avait mis sur pied le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

À son arrivée en 2017, Macron a supprimé l'impôt sur la fortune (ISF) que payent les plus riches. Résultat : en 2017, les revenus des plus riches ont augmenté de 10 %. En 2018, la hausse a atteint 27 %. En dix ans, la fortune des milliardaires français a été multipliée par cinq.

Aujourd'hui le virus est un « bon » prétexte pour arroser le gros patronat. Le 3 septembre 2020, le premier ministre a annoncé un « plan de relance » de 100 milliards d'euros pour les entreprises. Et c'est surtout le grand capital qui en profitera.

Contre le chômage massif, exigeons des embauches massives !

En Guadeloupe, entre avril et juillet 2020, il y a eu 320 licenciements, c'est un tiers de plus que l'année dernière. Au cours des six premiers mois de 2020, 4 200 emplois salariés du secteur privé et 43 % d'emplois intérim (soit 900 emplois) ont disparu en Guadeloupe. Les offres d'emploi ont été divisées par deux. Chaque mois, 1 000 personnes de plus s'inscrivent au RSA (Revenu de solidarité active) !

Face au chômage massif, exigeons des embauches massives ! En Guadeloupe, il y a de grands travaux d'utilité publique à réaliser : un réseau d'eau à reconstruire entièrement, des écoles à mettre aux normes, des routes à réparer, des hôpitaux à équiper en personnel. Contre le chômage massif, on doit travailler moins pour travailler tous sans diminution de nos salaires. Il faut répartir le travail entre tous sans diminuer les salaires. Il n'est pas normal que certains s'épuisent au travail pendant que d'autres sont privés d'emploi.

L'argent public ne doit plus aller dans les poches des plus riches mais doit servir à améliorer le quotidien de la population !

Dans cette situation, un parti ouvrier communiste révolutionnaire permettrait d'amplifier les luttes pour répondre aux besoins vitaux des travailleurs et des classes populaires, en prenant aux gros possédants de quoi les financer.

C'est notre programme. Il est transitoire car l'objectif des communistes révolutionnaires est, à terme, la révolution sociale, l'expropriation des gros possédants et le pouvoir aux travailleurs et aux pauvres.

La véritable émancipation des travailleurs de toute forme d'oppression, coloniale et capitaliste ne se fera pas sans la destruction du système capitaliste à l'échelle planétaire. Il faudra remplacer ce système mortifère générateur de guerres, de famines, de racisme, d'exploitation par un système qui satisfera avant tout l'intérêt de la majorité des couches populaires.

Vendredi 27 novembre 2020

Supplément au journal Combat ouvrier.

Rédaction : Philippe Anaïs 1111 rés Matélie, L'aiguille, 97128

Goyave. Tel : 0690 62 79 25 – Mail : rph.cece@gmail.com